

# Les masques sont tombés

**«Le courage, c'est oser se lever et parler, mais c'est aussi savoir rester assis et écouter.»**

**(Winston Churchill)**

En lisant la presse de ces derniers jours, ce n'est pas sur des aveux que je suis tombé, mais sur une véritable confession. Ainsi, comme nous le pressentions, tous les articles et les insanités déversés dans les journaux sur les professeurs hospitalo-universitaires, les vieux évidemment, comme les désignent certains en cercle restreint, avaient un seul et même commanditaire : le Snechu. Pas les membres affiliés du syndicat des enseignants, non, le bureau.

Les regrettés les membres fondateurs du Syndicat national des professeurs et docents en sciences médicales doivent se retourner dans leurs tombes en constatant ce qu'est devenu le syndicat qu'ils ont créé pour la défense des intérêts de leurs adhérents. Ces regrettés Aïssat-Idir, Bourouiba et leurs compagnons également, en voyant à quoi s'est réduite l'action syndicale dans le milieu universitaire. En relisant la lettre de démission du professeur Nacer Djidjeli, je comprends encore plus l'amertume qui ressort de ses écrits dont je rappelle fidèlement les termes utilisés :

- «Caricaturales d'un fonctionnement que je ne peux plus assumer furent les décisions du dernier conseil national : à mon grand étonnement, il s'est terminé avec des résolutions concernant le dossier retraite à mon sens incompréhensible et en décalage avec les décisions des assemblées générales.

- Je ne pouvais qu'être en désaccord avec ce changement total de gestion du dossier retraite en contradiction avec les recommandations des assemblées générales.

- Depuis un certain temps, le Snechu ne répond plus à mon sens aux principes fondateurs qui étaient les siens : respect des décisions des assemblées générales ; rassembler et défendre des principes et non des franges d'enseignants chercheurs HU en fonction de leur nombre ou de la véhémence de leurs protestations.

- Enfin, le fonctionnement du Snechu n'est plus la primauté de l'intérêt général sur celui des individus.»

Ces phrases résonnent en moi comme celles d'un responsable syndical qui vient de se rendre compte qu'il s'est fait berner par le bureau qu'il présidait depuis 4 ans, bureau qui défend d'abord ses propres intérêts, ensuite ceux de ses adhérents.

Aujourd'hui les langues se délient et pointent toutes dans la même direction. Même les responsables administratifs ayant participé à l'organisation de ces examens avouent aujourd'hui s'être laissé influencer, pour ne pas dire s'être laissé avoir. Je n'ai nullement besoin d'en désigner les auteurs.

Par ailleurs dans ces articles de presse, je n'ai retrouvé aucune réponse contradictoire aux problèmes et aux faits avancés la veille dans le quotidien *Le Soir d'Algérie*, à savoir :

- le problème du scandale de ces concours,
- celui de l'élaboration de la grille d'évaluation par certains candidats,
- le problème du choix des jurys,
- le problème de la retraite, de l'injustice du mode de calcul de la pension de retraite par rapport à la Casnos,
- de la discrimination au sein même de la famille universitaire, entre les sciences médicales et les autres disciplines (physique, chimie, droit, sciences économiques, etc.).

Non seulement il n'y a eu aucune réponse contradictoire, ni aucun argument à la situation actuelle, mais bien au contraire, on essaye de nous entraîner dans le caniveau, ce que nous refusons. Tahar Djaout nous avait laissés cette maxime prémonitoire à l'époque : «Si tu parles tu meurs, si tu te tais tu meurs, alors parles et meurs.» Je vais donc mettre mes pieds, non

pas dans le caniveau mais dans le plat, parler encore et donner plus de détails.

Je commencerai par le dernier point : non mesdames et messieurs les syndicalistes, vous ne nous complexerez pas en essayant de jeter l'opprobre sur vos aînés, en essayant de nous jeter à la vindicte populaire. Vous ne nous faites pas peur en étalant le montant de notre pension de retraite dans les journaux : on voit bien que vous avez parfaitement retenu la leçon de vos maîtres dans ce domaine, qui, en d'autres temps, avaient utilisé la même arme. Ce faisant, vous ne vous rendez même pas compte que vous venez de commettre un outrage vis-à-vis du mouvement syndical en général, et un autre vis-à-vis des vieux que vous serez demain.

Les problèmes des montants des salaires ou des retraites des enseignants universitaires sont restés tabous pendant 50 ans pour la communauté universitaire, les enseignants se consacrant exclusivement à leur noble métier. Aujourd'hui les tabous sont levés et nous sommes prêts à en discuter. Lorsque vous déclarez «un professeur chef de service touche une pension de retraite nette de 180 000 DA», vous auriez dû avoir l'honnêteté de rajouter que tous les professeurs d'université, quelle que soit leur faculté (sciences sociales,

***Lorsque vous déclarez «un professeur chef de service touche une pension de retraite nette de 180 000 DA», vous auriez dû avoir l'honnêteté de rajouter que tous les professeurs d'université, quelle que soit leur faculté (sciences sociales, journalisme, sciences politiques, sciences médicales, etc.) touchent exactement la même pension de retraite. Vous auriez même pu ajouter que les maîtres-assistants hospitalo-universitaires perçoivent une pension de retraite de 170 000 DA alors que celle des assistants de santé publique et des maîtres-assistants des autres disciplines universitaires est de 100 000 à 110 000 DA.***

journalisme, sciences politiques, sciences médicales, etc.) touchent exactement la même pension de retraite. Vous auriez même pu ajouter que les maîtres-assistants hospitalo-universitaires perçoivent une pension de retraite de 170 000 DA alors que celle des assistants de santé publique et des maîtres-assistants des autres disciplines universitaires est de 100 000 à 110 000 DA. Et si vous aviez encore plus de courage, vous nous auriez donné les montants des pensions de retraite de qui vous savez, de vos conseillers occultes, et auriez publié vos propres fiches de paie. Quant à nous, en tant que fonctionnaires titulaires du MESRS avec comme employeur secondaire le MSPRH, nous n'avons de compte à rendre qu'à ces deux institutions, aucun rapport à adresser ailleurs.

Si j'ai abordé ce problème de salaire et de retraite, c'est parce que je connais bien la valeur du travail et de l'effort, et pas d'aujourd'hui seulement. Mon premier salaire à l'âge de 12 ans était de 20 francs (20 dinars) par semaine que me versait mon employeur entre 1958 et 1962. Je connais parfaitement la valeur de l'argent, et vous devriez retourner au moins 10 fois une pièce de 1 DA entre vos mains avant de la dépenser. Tout comme moi, vous devriez également vous poser à chaque fin de mois, et après chaque virement, la question de savoir si ce salaire est bien mérité. Pour ma part, j'ai la conscience tranquille, et j'invite quiconque en douterait à enquêter auprès du personnel que j'ai côtoyé à l'EHS Ait-Idir, au laboratoire de toxicologie de la faculté de médecine, et auprès du personnel de la faculté de médecine d'Alger, anciens et nouveaux. Nous ne demandons pas l'aumône, Mesdames et Messieurs les syndicalistes, nous réclamons juste notre droit.

Dans mon interview par M<sup>me</sup> M. Boussof, je n'ai pas porté de jugement de valeur sur les personnes, non j'ai simplement demandé la juste contrepartie des cotisations que les professeurs hospitalo-universitaires versent à la Sécurité sociale et à la CNR depuis des décennies. Rien de plus. Pour enchaîner sur ce problème, je ne pense pas, comme mes collègues concernés, que le législateur voulait nous enfermer dans un deuxième collège de retraités. Nous pensons au contraire que ce problème a été créé par le calendrier de modification de nos différents textes statutaires et à notre position sociale. Cette position dans la hiérarchie sociale, les professeurs d'université la doivent — et je suis attristé du fait que le bureau du Snechu ne la sache pas — à la loi 99-05 du 4 avril 1999 portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur obtenue de haute lutte par le bureau syndical de l'époque (SNPDMS) et les autres associations telles que le Cnes, avec l'aide indéfectible de M. A. Tou, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique en cette année 1999. On peut y lire notamment dans l'article 55

- «Les dispositions particulières applicables au personnel enseignant de l'enseignement supérieur sont déterminés par leur statut particulier.

- Ces statuts doivent prendre en charge la spécificité de leur fonction et l'importance de leur rôle social, notamment par la consécration de la place de l'enseignant au plus haut niveau de la hiérarchie des fonctionnaires de l'Etat, tant sur le plan moral que matériel, en particulier dans la détermination des salaires et des indemnités.»

Pour rappeler la genèse du problème, c'est sur cette base, et après une étude approfondie et mûrement réfléchie sur les conditions sociales des enseignants, que Monsieur le président de la République a fait modifier le statut particulier des enseignants universitaires (décret 08-129 du 3 mai 2008 pour les HU) puis décidé des augmentations salariales et du nouveau régime indemnitaire (décret exécutif 10-251 du 20 octobre 2010 instituant le régime indemnitaire de l'enseignant chercheur hospitalo-universitaire avec application à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008. L'article 8 de ce dernier précise par ailleurs que ces primes et indemnités sont soumises aux cotisations de sécurité sociale et de retraite.

Or, la loi 99-01 du 22 mars 1999 sur la retraite étant antérieure, aussi bien à la loi 99-05 portant loi d'orientation de l'enseignement supérieur, qu'aux décrets 08-129 du 3 mai 2008 et 10-251 ci-dessus cités, le législateur ne pouvait pas en mars 99 anticiper et prévoir les importantes augmentations salariales et indemnitaires de 2008 et 2010.

D'où le problème posé par le plafonnement de cette pension de retraite par l'article 17 bis, basé évidemment sur les salaires du moment. Tout comme le législateur a réglé le problème de la Casnos lorsqu'il s'est aperçu qu'un plafonnement à 6 fois le Smig pour les cotisants de la Casnos était injuste, il peut le faire pour cette loi 99-01 qui nous est appliquée. La réso-

Par P<sup>r</sup> Mohamed Reggabi



lution de ce problème n'est pas insurmontable.

Surtout que de tous les fonctionnaires actuant dans les différents secteurs étatiques et soumis à cette loi, seuls les professeurs hospitalo-universitaires sont concernés et lésés dans le calcul de la pension de retraite par l'application de l'article 17-bis. Ni les maîtres-assistants H.U., ni les enseignants (tous grades confondus) des autres facultés ne sont concernés par ce plafonnement.

Pour le problème de l'âge de départ à la retraite, je rappelle que l'assemblée générale avait mandaté et recommandé au bureau du syndicat d'éviter de fixer par lui-même cette limite d'âge, laissant aux autorités concernées toute latitude pour en fixer les limites, en assumer la responsabilité et enfin mettre les textes en conformité pour assurer leur application. Le bureau du Snechu a là aussi failli à sa mission et trahi le mandat que lui a confié l'AG en proposant, contrairement au Cnes, un âge de départ à la retraite. J'invite mes collègues qui étaient intervenus à ce sujet lors des AG, s'ils le souhaitent — je ne peux citer ici leurs noms —, à témoigner de la véracité de ce que j'avance.

N'ayant jamais été un adepte de l'activité complémentaire, bien au contraire, j'ai toujours accepté et respecté par discipline de groupe les décisions des AG sur ce problème au nom du sacro-saint respect de la décision adoptée par la majorité. Pour vous permettre de constater que je suis resté fidèle à mes convictions, je vous invite même à vous adresser aux institutions publiques et privées auprès desquels était autorisée cette activité complémentaire de par la loi 85-05 — cette loi n'a jamais été abrogée à ma connaissance — pour y constater que mon nom n'a jamais figuré sur leurs tablettes ou leurs fiches d'emargement.

En tant qu'hospitalo-universitaire et donc fonctionnaire titulaire du MESRS, j'ai un ministère de tutelle qui est celui qui préside aux destinées du MESRS, et une activité secondaire que j'exerce en milieu hospitalier sous l'autorité du ministre de la Santé. Et mes activités d'enseignant titulaire relèvent exclusivement de l'autorité de mon ministre de tutelle par l'intermédiaire des doyens et recteurs concernés, et nul autre n'a autorité pour décider de ma retraite d'enseignant.

Pour en revenir aux différents concours organisés et à venir, j'ai été abordé et interpellé par de nombreux enseignants lésés par les nombreux reports des concours cités dans le journal *Le Soir* du mercredi 15 juin. Jugez-en :

- D'abord la grille élaborée par le bureau du syndicat l'a été par des personnes qui étaient juge et partie. Cette grille a été tripa-touillée pour réduire les points attribués à l'ancienneté dans le grade, limitée à trois années seulement, et fait la part belle aux activités annexes comme les membres des associations, des CPNS-CPRS-CHUN (qui ne s'est jamais réunie depuis l'élection de ses membres et de son bureau quelques années auparavant). On a même créé des sociétés savantes fantômes pour racoler un petit point.